

Entretien du 18 avril 1973

entre

MM. Bauer, Retornaz, Ponnaz, Hool,
Thomas (FH), Benoit (Interpol) et
MM. Probst, Töndury et Grossenbacher

Tour d'horizon sur quelques problèmes horlogers

F R A N C E

Situation générale dans l'industrie horlogère française

Le Président Bauer expose le cas de l'industrie horlogère française qui approche d'une crise structurelle. Tout récemment encore la Société LG (Savoie) est tombée en faillite (cette dernière est d'ailleurs liée à Bouchet qui se trouve également en difficultés). Le Président Bauer serait prêt à entamer des discussions avec Bouchet, car il souhaite éviter que par exemple Kelton ne prenne la relève; toutefois avant d'entreprendre quoi que ce soit, il voudrait connaître les intentions du gouvernement français.

L'Ambassadeur Probst se réfère à un entretien qu'il a eu avec M. Brouard (délégué du gouvernement français) lors de la réunion de la Commission Mixte horlogère Suisse - CEE, en mars dernier, au cours duquel M. Brouard avait indiqué qu'il serait disposé à discuter du problème en question et avait suggéré que l'on prenne contact avec lui. Le Président Bauer avait d'ailleurs été informé en son temps de cette proposition.

Le Président Bauer fait aussi état de certains bruits selon lesquels Jaeger (France) et Yema (établisseurs) pourraient être repris par une entreprise belge. En tout cas, il suit cette affaire de très près.



L I P

Abordant le cas LIP, le Président Bauer rapporte les derniers renseignements qu'il a recueillis récemment à Paris. La crise qui touche actuellement cette entreprise est grave. Les dettes s'élèvent à 15 mio francs français (dont 6 mio sont cautionnés par Ebauches SA). Cette crise, provoquée par différents facteurs (climat social à Besançon, répercussions des concessions trop larges accordées à la suite des événements de 1968, problèmes syndicaux et "folie des grandeurs" de la direction de l'entreprise) a mené LIP à prendre contact avec le gouvernement à Paris. Ce dernier s'est déclaré d'accord avec un concordat judiciaire et semble être décidé de soutenir cette entreprise. Il paraît que le Président Pompidou suit cette affaire jour après jour.

LIP ne peut être revigoré que par un assainissement et une concentration. Or, dans ce contexte le Président Bauer ne mise pas sur un assainissement par ASUAG ou par Ebauches SA. Le gouvernement français aurait pour l'instant sollicité Jaeger (France) et JAZ pour mener l'opération d'assainissement et cela pour empêcher que Smith (GB) ou Borletti (I), qui s'intéresseraient à l'entreprise bisontine, s'emparent de LIP. Les firmes françaises sont donc alertées et il est probable que dans peu de temps le dossier LIP deviendra public et qu'il sera repris par les "mass media".

Le Président Bauer pour sa part estime qu'une action s'impose pour éviter que LIP ne disparaisse ou passe à une société étrangère, mais, comme le dit le Directeur Retornaz, un sauvetage de LIP ne peut se faire qu'à condition que l'on procède à une "Gesund-schrumpfung" de l'entreprise. Il y aura donc inévitablement des fermetures d'usines, mais le secteur horloger doit survivre. Une * action de la part de l'industrie suisse n'a donc rien de commun avec ce qui avait été fait avec Crouset (Valence), qui avait été racheté afin qu'on puisse fermer l'entreprise.

* éventuelle

- 3 -

Le Président Bauer désirerait que l'Ambassadeur Probst fasse part à notre Ambassade à Paris des considérations ci-dessus et qu'en connaissance de cause celle-ci prenne contact avec M. Brouard en vue d'amorcer un dialogue entre ce dernier et le Président Bauer personnellement. L'Ambassadeur Probst donnera suite à cette demande et le Président Bauer nous tiendra au courant des développements de cette question.

J A P O N

Relations CEE - Japon

Le Président Bauer aborde le sujet de l'évolution des rapports CEE-Japon et l'Ambassadeur Probst lui confirme que cette question est suivie non seulement par nous, mais aussi par notre Mission à Bruxelles. Le Directeur Retornaz indique qu'il prendra contact avec le représentant de la FH et notre Mission à Bruxelles et qu'il verra sur place avec l'Ambassadeur Wurth de quelle façon le travail dans ce domaine pourra être partagé.

Labelling

A propos du labelling évoqué par M. Thomas (voir annexe) l'Ambassadeur Probst déclare que notre Ambassade au Japon est au courant et que la liaison avec l'horlogerie suisse se fait sur place. La question pourra d'ailleurs être reprise à Tokyo lors du voyage que l'Ambassadeur Probst y fera.

Marquage de l'origine

Le Directeur Retornaz mentionne le marquage de l'origine et le besoin de traiter ce problème sur le plan multilatéral. Se référant aux travaux déjà en cours l'Ambassadeur Probst relève que la question est à l'étude et qu'elle sera comprise dans l'approche sectorielle des NTB.

Importation au Japon de collections d'échantillons

M. Thomas aborde le problème de l'importation au Japon de collections d'échantillons et promet à l'Ambassadeur Probst de lui faire parvenir une documentation à ce propos.

EXTREME - ORIENT

En guise d'introduction l'Ambassadeur Probst communique à ses interlocuteurs le contenu d'une lettre ^{adressée à} de l'Ambassadeur Natural au sujet de son voyage en Chine. Il parle également de la lettre que lui a envoyée M. le Conseiller d'Etat Simon Kohler, concernant la position des fabricants suisses de boîtes et les préférences tarifaires pour les pays en voie de développement.

Hong Kong

Le Président Bauer remarque que des progrès ont été réalisés sur le plan policier et légal pour lutter contre les contrefaçons, mais il estime que le gouvernement de la colonie britannique reste trop "libéral". Il pense qu'il y aurait lieu d'entamer une discussion avec les autorités de Hong Kong et pour ce faire il suggère que l'Ambassadeur y fasse un "stop over" au cours de son voyage en Extrême-Orient pour rencontrer notamment les représentants du Département du Commerce. D'ailleurs, si nous voulons entreprendre en URSS une action dans le domaine de la contrefaçon, il faut que nous ayons un dossier solide à plaider. Dès lors, il faut que nous puissions montrer aux Soviétiques que nous avons tout fait pour enrayer la contrefaçon. Or, précisément, Hong Kong est la plaque tournante du commerce de mouvements soviétiques et c'est donc là que nous devons mener notre lutte en premier.

- 5 -

Le Président Bauer envisage d'envoyer une mission spéciale à Hong Kong et il aurait aimé que M. Benoit (Interpol) puisse y participer. Une demande dans ce sens a déjà été présentée au Procureur général de la Confédération. Cette demande sera appuyée par l'Ambassadeur Probst par une lettre à M. Walder. Comme le laisse entendre M. Benoit, le Procureur général ne serait, pour l'instant, pas favorable à ce voyage.

Singapour

En plus de l'arrêt à Hong Kong, le Président Bauer propose à l'Ambassadeur Probst de faire escale à Singapour. Selon lui, le Premier Ministre de Singapour aurait toujours été prêt à conclure un accord avec la Suisse sur la protection de la propriété industrielle. Un pareil accord deviendrait nécessaire au cas où nous obtiendrions gain de cause à Hong Kong, car dans cette hypothèse les contrefacteurs iraient immédiatement s'installer à Singapour pour recommencer leur production. Donc, afin de prévenir ce déplacement du centre de la contrefaçon, il faudrait que nous ayons un accord; il semble même que pareil accord pourrait être conclu par nous sans que nous soyons obligés de fournir une quelconque prestation en échange.

L'Ambassadeur Probst a pris note de ces propositions et les examinera plus en détail.

U N I D O

Quant à la donnée de l'heure à l'UNIDO, le Président Bauer demande à l'Ambassadeur Probst de s'en informer à Vienne. Ce dernier, après avoir lu la lettre des Autrichiens sur cette question, relève qu'on ne peut rien entreprendre actuellement et que de toute façon les travaux pour le nouveau bâtiment n'ont même pas encore débuté.

- 6 -

Il y a lieu de relever cependant que les Autrichiens ont officiellement pris connaissance de l'offre suisse, qu'ils acceptent d'ailleurs avec plaisir. Selon l'Ambassadeur Treu, chargé de l'ensemble du problème, les gaines ("Leitungsschächte") nécessaires auraient déjà été prévues dans les plans.

Le Président Bauer mentionne encore que l'UNIDO ou la CNUCED devraient étudier la contribution du trafic de perfectionnement à l'aide au développement en général et il déclare que l'industrie horlogère serait prête à analyser cette question. Un document y relatif sera remis à l'Ambassadeur Probst.

Geo
(22 V 73)